

Léger rebond de l'inflation en août

Note rédigée suite à la publication Insee du 28 août 2026

Synthèse

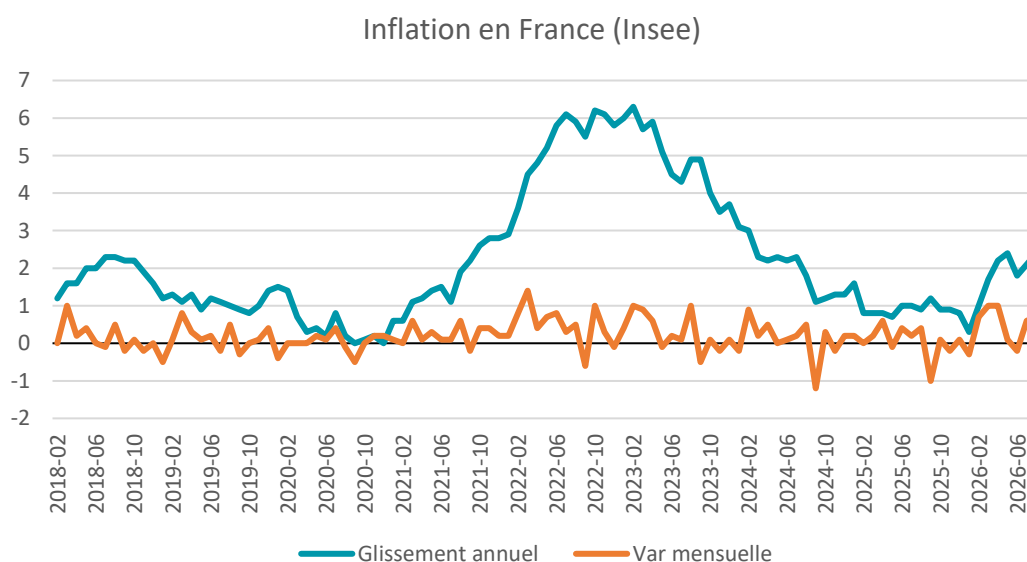
L'inflation reste tributaire des aléas géopolitiques : le regain de tensions au Moyen Orient a fait rebondir le prix du pétrole en août, poussant l'inflation à 2,4 % après 2,1 % en juillet. L'inflation pourrait augmenter sensiblement dans les années à venir si, comme c'est envisagé par Jean-Luc Mélenchon, une partie de la dette publique était « mise au frigo ».

1. L'inflation repart légèrement à la hausse

La dynamique de l'inflation demeure étroitement tributaire de la guerre en cours en Iran : le pétrole avait bondi au printemps suite à la fermeture du détroit d'Ormuz, puis avait chuté en juin avec la perspective d'un accord durable, puis a de nouveau augmenté en juillet suite à une reprise des frappes américaines et iraniennes et a atteint une moyenne d'environ 90 dollars en août.

L'inflation a suivi une dynamique similaire sous l'effet des variations de l'inflation énergétique. Celle-ci a augmenté en août, à 16,7 % en glissement annuel, après 12,4 % en juillet et 11,0 % en juin. En conséquence, l'inflation en août a atteint 2,4 %, soit 0,3 point de plus qu'en juillet.

L'inflation sur les autres postes de dépense des ménages est restée globalement stable : faible hausse des prix de l'alimentation (1,1 %), poursuite de la baisse du prix des produits manufacturés (-0,4 %) et inflation modérée sur les services (2,0 %).



2. Le risque d'un retour de l'inflation en cas de politique monétaire hasardeuse

Dans le contexte de pré-campagne présidentielle, une proposition fait parler d'elle qui aurait des conséquences sur l'inflation : « congeler » ou annuler une partie de la dette publique par l'action de la banque centrale. Portée par la France Insoumise et une [cinquantaine d'économistes](#), cette proposition aux contours mal définis (annulation de la part de la dette publique détenue par la banque centrale ? réinvestissement automatique des dettes arrivant à échéance ? reprise des rachats de dette publique ?) revient toujours à un unique objectif : diminuer le coût du financement du déficit public par, d'une façon ou d'une autre, une création monétaire de la banque centrale.

La mesure est encore loin d'être mise en place. Jean-Luc Mélenchon n'est pas président et, même s'il l'était, les traités européens et l'avis de nos voisins rendraient peu probable l'application de cette mesure. Mais, si c'était le cas, il en résulterait très certainement une hausse de l'inflation.

L'objectif des Insoumis, quelle que soit la manière dont on considère le problème, est assez clair : augmenter la dépense publique sans avoir à se préoccuper de son financement. Il en résulterait donc une hausse de la demande (hausse des transferts sociaux, des salaires de fonctionnaires, des investissements publics...) sans hausse similaire de la production, entraînant mécaniquement une hausse des prix.

Certes, les partisans de cette approche soutiendront que les investissements publics (par exemple dans la transition énergétique) augmenteront la production, et que la hausse de la demande ne sera donc pas inflationniste puisqu'elle sera identique à la hausse de l'offre. Mais, si tel était le cas, des acteurs privés se seraient déjà empressés de réaliser de tels investissements, sauf à envisager que les entreprises soient aveugles et l'État clairvoyant (ce qui peut parfois être le cas mais certainement pas de manière systématique).

Une hausse de la dépense publique financée par la banque centrale est inflationniste, et c'est bien la raison pour laquelle une telle politique (dite « d'assouplissement quantitatif ») a été menée dans les années 2010 et pendant la crise Covid. À l'époque, le risque était avant tout celui de la déflation, qui traduit une demande trop faible. Dans ce cas, soutenir la demande par le biais d'une politique inflationniste est un remède efficace.

Mais nous ne sommes plus dans une telle situation, comme l'indique notamment la hausse de l'inflation depuis le début de la guerre en Iran. Conduire une politique inflationniste quand les prix menacent déjà de dérapage est une fort mauvaise idée. Dans ce cas, le financement du déficit public par la banque centrale n'est pas gratuit, il sera payé sous forme d'une inflation plus élevée.

Rédigé le 28 août 2026 par Sylvain Bersinger, économiste et fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr

